



# Présidentielle 2027 – la Dynamique pour les Droits des Enfants dévoile ses propositions

À 6 mois du premier tour de l'élection présidentielle, le constat est sans appel : en France comme à l'international, les droits des enfants reculent dans l'indifférence politique. Réunissant près de trente organisations, dont l'Uniopss, la Dynamique pour les Droits des Enfants, interpelle l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle et exige un engagement concret : sortir l'enfance des annonces de circonstance pour en faire une priorité politique et budgétaire.

 Publié le 19 octobre 2026

 De Uniopss

ENFANCE - FAMILLE - JEUNESSE

ARTICLE

INFO NATIONALE



Trente-sept ans après la ratification par la France de la Convention internationale des droits de l'enfant, la situation de nombreux enfants en France témoigne d'un écart persistant entre les engagements pris et leur mise en œuvre :

- **Violences intrafamiliales et sexuelles** : plus d'un enfant meurt tous les cinq jours sous les coups d'un parent ou d'un proche, et un enfant est victime d'inceste, de viol ou d'agression sexuelle toutes les trois minutes. 83 % des parents déclarent avoir eu recours à une violence éducative ordinaire au cours des douze derniers mois.
- **Sans-abrisme infantile** : en 2026, au moins 2 355 enfants — dont 514 de moins de trois ans — étaient sans solution d'hébergement à la veille de la rentrée scolaire. En 2025, 38 sont morts de la rue.
- **Pauvreté croissante** : 1 enfant sur 5 vit sous le seuil de pauvreté en métropole, un taux qui grimpe à 60 % en Guyane et 80 % à Mayotte.
- **Désengagement international** : l'Aide Publique au Développement française a chuté de 2,3 milliards d'euros en 2025 (-23 % selon l'OCDE) et encore de 800 millions d'euros en 2026; son volet humanitaire s'est effondré de 41 % entre 2025 et 2026, alors que 473 millions d'enfants vivent aujourd'hui en zone de conflit.

Dans ce contexte et alors que l'élection présidentielle approche, la Dynamique pour les Droits appelle chaque candidat à faire de l'enfance et des droits des enfants une priorité budgétaire et politique et à s'engager, dès sa prise de fonction, sur 15 priorités concrètes.

*Le détail des 15 recommandations figure dans le document en pièce jointe.*